

Commune de Perpignan

Enquête publique préalable à une décision sur une demande de permis de construire portée par la société de projet « CS BEL AIR » (TOTAL QUADRAN) pour l'implantation d'une centrale solaire au sol sur la commune de Perpignan prescrite par arrêté préfectoral n° PREF/DDTM/SEFSR/2020301-0001 du 27 octobre 2020.

**Procès-verbal de synthèse des observations du public
à l'attention de « CS BEL AIR » (TOTAL QUADRAN)
Maître d'ouvrage du projet**

Conformément à l'article R. 123-18 du Code de l'Environnement, modifié le 1^{er} juin 2012 et à l'article 7 de l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2020, je vous communique une synthèse des observations recueillies au cours de cette enquête, certaines demandent des réponses ou des éclaircissements de votre part, et je vous invite à **produire un mémoire en réponse dans les 15 jours suivant la réception de ce procès-verbal.**

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions durant 31 jours, c'est-à-dire du lundi 23 novembre au mercredi 23 décembre 2020. La publicité a été réalisée dans les règles. Le dossier complet, contrôlé et paraphé a pu être librement consulté aux heures et jours habituels d'ouverture de la mairie de Perpignan, annexe Nord Haut-Vernet au 210 avenue du Languedoc ainsi que sur le site internet de la préfecture. Une salle a été mise à disposition du commissaire enquêteur pour assurer les trois permanences.

L'enquête a connu une participation importante du public et des associations aussi bien lors des permanences assurées par le commissaire enquêteur, sur le registre mis à la disposition du public à la mairie de quartier Perpignan Nord Haut Vernet, par courriers que sur le site internet de la préfecture.

En prenant en compte les différentes pétitions et en décomptant les avis émis en double (exprimés par la même personne), près de **730 personnes** se sont exprimées sur le projet dont **plus de 99 % ont émis un avis défavorable**. Le domaine Rière-Cadène, riverain du projet, a su mobiliser les opposants en s'appuyant sur l'Association des quartiers GIRAL - GAUGUIN- POUDRIERE et le monde viticole.

On peut d'ores et déjà considérer que l'enquête publique a atteint ses premiers objectifs : informer le public, susciter son intérêt afin de recueillir son avis sur le projet.

Le détail de la participation à l'enquête est précisé comme suit :

J'ai reçu six avis émanant des personnes publiques associées en annexe 1 (Avis du SDIS 66 inclus).

J'ai également réceptionné une délibération défavorable au projet émanant de la commune de Perpignan (annexe 2) ; sachant que la demande d'avis adressée à la Communauté urbaine Perpignan Méditerranée Métropole est restée sans réponse.

27 personnes ont renseigné le registre en mairie (certaines ont consulté le dossier d'enquête avant de s'exprimer par écrit) : 19 avis ont été clairement exprimés dont 2 favorables au projet.

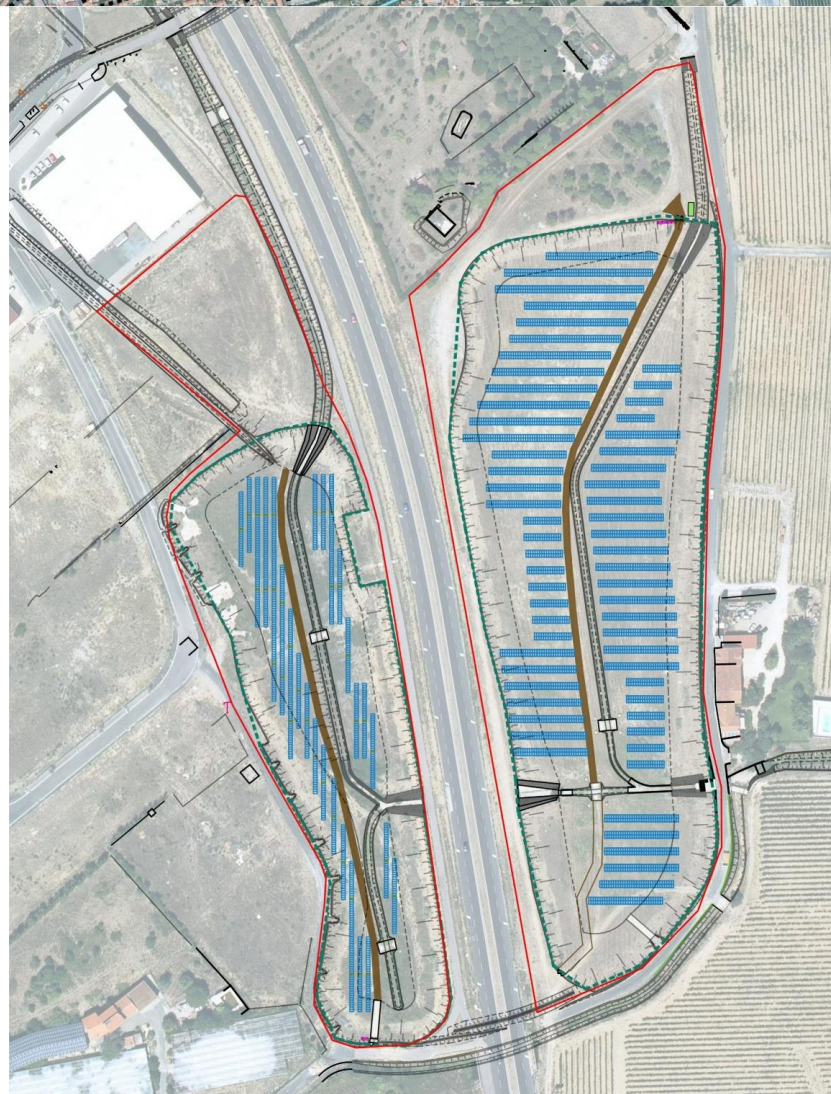
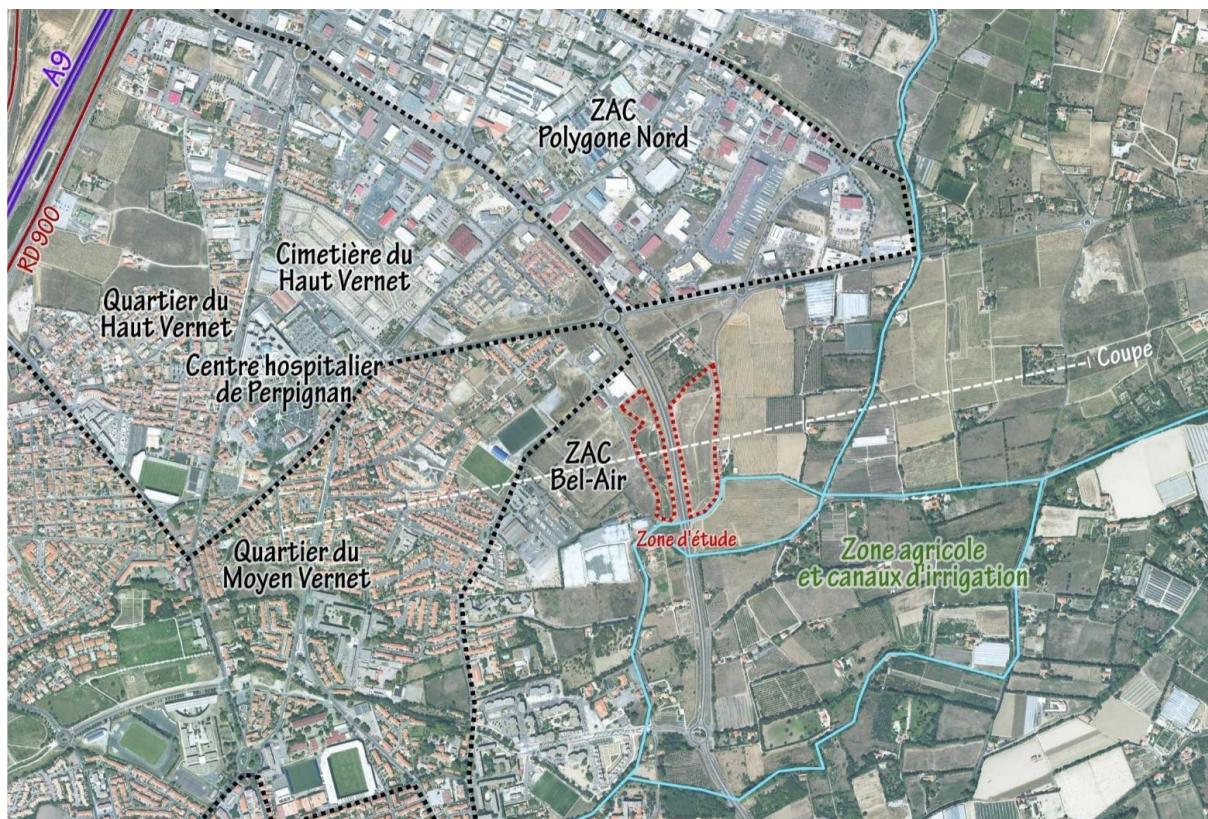
16 lettres ont été adressées au commissaire enquêteur (un courrier favorable au projet) et 48 avis ont été émis par internet (dont 4 favorables au projet).

Trois pétitions défavorables au projet ont été déposées auprès du commissaire enquêteur réunissant 647 personnes:

- Une pétition à l'initiative du domaine Rière Cadène de 614 signataires.
- Une pétition regroupant un collectif de vignerons et de viticulteurs de 20 signataires.
- Une pétition des riverains du Boulevard Louis Noguères de 13 signataires.

Sept associations reconnues d'utilité publique se sont prononcées sur le projet par courrier ou sur internet (annexe 3).

Les observations et avis formulés ont été regroupés en fonction des problématiques soulevées par les personnes, les associations ou les organismes qui se sont exprimés lors de l'enquête. Elles sont également classées en avis favorables et défavorables au projet.



1 - Avis favorables au projet.

11 - Adhésion à la politique en faveur des énergies renouvelables.

La transition énergétique devient indispensable compte tenu du changement climatique et de la nécessaire préservation de la planète. Les énergies nouvelles non carbonées comme le photovoltaïque doivent être développées d'une façon volontariste. Les personnes favorables au projet présentent **le solaire comme une alternative au nucléaire..** Elles s'inscrivent dans la volonté du gouvernement de renoncer à terme au nucléaire en lui substituant des énergies nouvelles. Elles font **référence aux engagements pris par la région Occitanie en matière d'énergies renouvelables.**

Le projet séduit par le fait qu'il ne crée que peu de nuisances sur des terrains qui ont perdu leur vocation agricole. La clôture arborée diminuera l'impact paysager. Mieux vaut équiper ces bassins de panneaux solaires et les clôturer que de les laisser en l'état.

12 - Des retombées financières pour les collectivités territoriales.

Des revenus seront perçus par les collectivités territoriales :

- 40.000 € par an sur 20 ans pour Perpignan Méditerranée Métropole (soit 800.000 € sur la période).
- 8.400 € d'impôts et taxes par an à répartir entre la région, le département, la métropole et la ville de Perpignan.

Le montant total sur la période s'élèverait à près de 956.817 € avec possibilité de prolonger le contrat de 10 années supplémentaires.

D'autre part, la collectivité publique économiserait les dépenses annuelles d'entretien des bassins dont la charge incomberait exclusivement à l'exploitant (TOTAL QUADRAN).

13 - Un projet pilote pour Perpignan et la métropole.

L'installation d'une centrale solaire sur des bassins de rétention est présentée comme un projet pilote qui valorise les efforts déployés par le département des Pyrénées- Orientales en matière d'énergie renouvelable.

L'installation prochaine à Perpignan d'une école d'ingénieur Sup EnR (Energie renouvelable) vient concrétiser cette politique.

Enfin, l'énergie solaire est présentée par les partisans du projet comme un atout touristique

14 - Analyse de monsieur Philippe Puisse (pièce n°41):

Monsieur Philippe Puisse aborde un certain nombre de problématiques concernant l'énergie solaire en les rattachant au projet de centrale photovoltaïque sur le site de Bel Air.

Concernant **le recyclage des panneaux** qui pose problème aujourd'hui, il affirme que les panneaux qui seront posés à Bel AIR de conception récente bénéficieront des nouvelles technologies adaptées à un

recyclage par la filière française en cours de structuration. Dans une vingtaine d'années, le problème du recyclage des panneaux installés à Bel Air ne se poserait donc plus.

Le **bilan carbone** ne serait pas significatif car la production d'énergie propre des panneaux compenserait à l'horizon de 6 à 8 ans d'utilisation le coût énergétique de construction, de transport et de recyclage.

La pollution et l'impact environnemental de la centrale : les bassins de rétention sont situés sur une zone « anthropisée » et non naturelle du fait des activités humaines. Ces bassins conservent leur vocation première. Aucun risque de pollution des sols par la centrale et les problèmes de réverbération sont marginaux. Les panneaux photovoltaïques fonctionnent sans pièces mécaniques et sont totalement silencieux. Seuls les onduleurs produisent un grésillement perceptible à grande proximité et qui semblent négligeables comparé aux nuisances sonores du trafic automobile du boulevard Louis Noguères.

Impact sur la production de vin du Domaine Rièr Cadène : Le réchauffement des panneaux à près de 60 °C ne semble pas de nature à porter atteinte à la qualité du vin.

Impact sur le Domaine :

L'installation de la centrale solaire et son impact paysager présentent un risque réel pour la viabilité du Domaine. En effet, le modèle économique du Domaine est fragile car il repose sur une image de marque et touristique autour d'une production de vin bio, de la vente directe et de l'activité du gîte. La proximité immédiate de la centrale pourrait remettre en cause les efforts engagés et les investissements consentis depuis de nombreuses années.

Avis sur la procédure :

En dépit d'une réunion très confidentielle organisée par Perpignan Méditerranée Métropole en 2019, le manque de concertation et de dialogue en amont du projet et de l'enquête publique sont flagrants. Les riverains et notamment le Domaine Rièr Cadène n'ont été prévenus qu'à la lecture des affiches annonçant l'enquête publique posées sur les lieux le 6 novembre 2020.

Quoique que le cadre légal ait été semble-t-il respecté, une démarche de co-construction entre le porteur de projet et les principaux concernés (association de riverains et Domaine Rièr Cadène), aurait été pertinente. Ces efforts de concertation et de débats auraient levé certaines oppositions au projet et permis de l'adapter au contexte local.

Avis sur le modèle économique du projet :

Cette opération relève du « capitalisme vert » sans retombées directes pour les habitants. Environ 960.000 €uros seront versés aux collectivités locales sur 20 ans. Le groupe TOTAL QUADRAN en tirera un meilleur profit.

Avis sur la pertinence du projet :

Un projet de centrale photovoltaïque au sol installée sur des bassins de rétention dans une zone fortement « anthropisée » reste pertinent d'autant plus que la production d'électricité serait injectée dans le réseau de distribution local participant ainsi à l'autonomie énergétique de Perpignan.

2 - Avis défavorables au projet.

21 - Argumentaire développé par le Domaine Rière Cadène contre le projet à partir des analyses conduites et des avis émis par les structures suivantes (Pièce n° 42):

- EARL RIERE CADENE (exploitation agricole).
- GFA Les terrasses de Calce (prise en fermage de vignes par EARL RIERE CADENE) pour des investissements de 135.000 € par 22 actionnaires.
- SAS DRC (commercialisation des vins).
- Gîtes du Mas Bel Air (hébergement touristique).

Ces structures participent à la vie économique du Domaine par l'exploitation des vignes sur place, la prise en fermage de vignes situées à Calce, la commercialisation des vins en vente directe mais également en France et à l'export, l'activité hébergement touristique dans les gîtes du Domaine.

L'exploitation est située autour du Mas Bel Air dont le classement sur la liste des « Mas historiques de la Ville de Perpignan » a reçu un avis favorable de la part de la municipalité en juillet 2019.

Impact paysager et cadre de vie.

« Le bassin de rétention constitue une « zone verte tampon » entre l'axe de circulation, la zone artisanale, commerciale et industrielle, les activités agricoles et oenotouristiques du Domaine Rière Cadène. »

Le bassin permet à des activités très différentes de cohabiter sur l'Espace Polygone Bel Air tout en maintenant et développant dans un contexte périurbain une activité viticole respectueuse de l'environnement (certification bio depuis 2016), une activité de tourisme vert (gîte rural) et de vente directe.

La proximité du projet de centrale solaire (5 mètres du Domaine) ainsi que la hauteur des clôtures et des panneaux modifient la vocation de cet espace utilisé comme lieu de promenade par les habitants des quartiers environnants.

3.10.8 - Synthèse des enjeux paysagers

Enjeu	Importance	Evaluation
Paysages patrimoniaux Monuments Historiques	Nulle	Le site d'étude est localisé hors paysage institutionnalisé ou sites patrimoniaux remarquables. Le site d'étude n'est concerné par aucun périmètre de protection de 500 m autour d'un Monument Historique.
Caractère paysager Ambiances paysagères	Faible	La zone d'étude est située au droit du quartier du Vernet au nord de la commune de Perpignan. Elle occupe deux bassins de rétention, actuellement en friche. Elle est bordée à l'est par des parcelles de vignes, espace plus « naturel » qui contribue à la structuration du paysage et l'identité territoriale. Des serres désaffectées sont présentes au sud-ouest. Le secteur accueille une très vaste zone industrielle au nord, marquant ainsi l'ambiance paysagère locale. Au sud, la zone d'étude est bordée par le Mas Béarn, canal aujourd'hui délaissé et touché par une pollution persistante. Aucun patrimoine architectural notable n'est présent aux abords de la zone d'étude. Du fait de son caractère industrialisé et peu entretenu, l'enjeu est jugé faible.
Co-visibilité	Faible	Le seul Monument Historique susceptible d'induire une co-visibilité avec la zone d'étude est la Citadelle, située à 3 km au sud-ouest. La perception est partielle, frontale et éloignée. L'enjeu est jugé faible.
Inter-visibilité Perception immédiate	Modérée	Les secteurs à enjeu correspondent notamment au domaine Rièr Cadène situé aux abords immédiats de la zone d'étude, à deux habitations isolées à l'est et à l'extrémité sud de la ZAC Polygone Nord. Le Boulevard Louis Noguères bénéficie d'une vue directe et intégrale sur la zone d'étude. L'avenue Salanque, le boulevard Marius Berlet, la rue Blanche Selva et le chemin de la poudrière bénéficient d'une perception partielle de la zone d'étude.
Inter-visibilité Perception moyenne	Nulle	La présence de haies brise-vent séparant les parcelles, la densité du bâti en centre-ville, l'urbanisation industrielle et la topographie plane du secteur rendent le champ de perception opaque.
Inter-visibilité Perception éloignée	Nulle	Malgré sa surélévation, le village de Château-Roussillon ne bénéficie d'aucune visibilité sur la zone d'étude du fait de l'existence de haies brise-vent et de végétation arborée aux abords de la zone d'étude.
Inter-visibilité Perception exceptionnelle	Nulle	Le pic du Canigou domine largement le secteur du haut de ses 2 785 m d'altitude. Toutefois la très grande distance séparant la montagne de la zone d'étude ne permet pas de situer la zone d'étude à l'œil nu, la distance perturbant l'appréhension des perspectives et écrasant les distances.

Dévaluation de l'actif.

Une estimation de l'agence ORPI chiffre à 30 % la dépréciation du Domaine si la centrale est bien construite comme prévu. Cela entraînerait également la remise en cause des projets en cours pour développer davantage les activités du Domaine. La possibilité de réaliser une plus value lors de la revente à terme de ce dernier par les propriétaires actuels serait incontestablement compromise.

Impact sur l'activité de tourisme vert, hébergement en gîte rural.

Le gîte rural du Domaine génère un revenu annuel de 20.000 €, complément de ressource indispensable pour la famille Rièr. *La présence de la centrale solaire aussi près des installations*

agirait comme un repoussoir pour les touristes ; et la baisse attendue des revenus touristiques mettrait en danger l'ensemble des activités du Domaine.

Dégradation de l'image de marque « Domaine Rière Cadène ».

Propriété viticole depuis 1904, le Domaine est ancré dans son terroir. ***Un terroir qui serait abîmé par la centrale solaire*** ; et dont les conséquences négatives sur la qualité des vins et la culture bio sont à craindre en raison des effets du miroitement, de l'échauffement et de la modification du vent dûs aux capteurs solaires.

Impact sur la vente directe.

La société commerciale (SAS DRC) créée en 2015 réalise un chiffre d'affaires de plus de 430.000 € pour l'année 2020.

La vente directe aux particuliers représente près de 90.000 € soit 20 % du chiffre d'affaires sur une activité très rémunératrice (45 % de la marge brute).

La venue de la clientèle repose sur l'image du Domaine et sur l'organisation d'évènements autour de la gastronomie et de la dégustation incompatibles avec la présence aussi proche de la centrale solaire.

Une diminution des ventes aux particuliers mettrait à mal l'équilibre financier de l'ensemble des activités.

Remise en cause des projets d'avenir.

Deux projets de développement et de valorisation du Domaine sont à l'étude et seraient remis en cause par l'implantation de la centrale solaire :

- La construction d'un bâtiment technique et d'accueil du public afin de poursuivre la croissance de l'entreprise.
- L'inscription du Domaine à la liste des « Mas historiques de la Ville de Perpignan » dans le cadre de la révision du PLU afin que la bâtisse conserve sa vocation agricole mais puisse également s'ouvrir à d'autres activités rémunératrices.

Un projet de centrale solaire spéculatif non structurant contre un acteur reconnu de la filière viticole roussillonnaise.

Le projet porté par TOTAL QUADRAN n'est pas structurant pour notre territoire. L'électricité produite sera injectée dans le réseau dans un seul but lucratif et pour un bénéfice dérisoire de 40.000 € de loyer annuel et 8.000 € de d'impôts pour la collectivité territoriale sans création d'emplois.

Ce projet met en danger la filière viticole qui fait travailler des partenaires, fournisseurs et prestataires.

Les sociétés créées autour du Domaine (EARL RIERE CADENE, SAS DRC, GFA les terrasse de Calce, Gîtes du Mas Bel Air) contribuent activement au rayonnement du territoire, emploient 7 personnes et font travailler de nombreux secteurs d'activités locaux (bouchons, étiquettes, bouteilles, laboratoires, comptabilité, communication, banques, assurances...).

Un projet environnemental pas si vert que ça.

La proximité immédiate de la centrale avec les vignes pourraient avoir des conséquences sur l'équilibre naturel indispensable à la culture en BIO (effets du miroitement, de l'échauffement et de la modification du vent...).

L'entretien des panneaux solaires par des abats-poussières à base de produits toxiques pourraient entraîner une pollution des sols et de l'eau. La transformation des bassins pourrait également entraîner la présence de poussières et un détournement de la polarisation de la lumière au détriment de nos vignes.

Une étude d'impact discutable.

En règle générale, les synthèses des enjeux paysagers, écologiques, humains et économiques sont contestées car elles minorent les conséquences du projet. Le résumé des incidences sur le milieu humain est minoré dans le tableau synthèse de la page 121 de l'étude d'impact. ***Les habitants des quartiers environnants ne sont pas pris en compte dans le changement de destination d'un espace vert en centrale photovoltaïque.***

L'incidence sur la vie économique est jugée très faible faisant fi du domaine viticole, créateur d'emplois de proximité et d'activités économiques. L'incidence sur l'agriculture serait nulle occultant de facto l'existence même du Domaine.

Sur l'artificialisation du paysage et des sols.

L'atteinte au paysage est considérable par l'installation d'une clôture de 2 mètres de haut sur 4 hectares avec des panneaux de 4 mètres de hauteur.

Mais surtout, la population perdra un espace vert récréatif pourtant indispensable dans une ville comme Perpignan qui n'en dispose par beaucoup.

Sur l'atteinte à la biodiversité. Une étude d'impact qui minore systématiquement les risques.

Le chantier n'épargnera pas la quasi-totalité des pieds de l'Euphorbe de Terracine (page 155 étude d'impact).

L'Otala de Catalogne, un gastéropode local, ne serait pas menacé ?

En dépit du risque avéré de perte de nichées et d'habitat, les oiseaux protégés comme la Cistole des Joncs et le Cochevis Huppé ne subiraient qu'un impact considéré comme faible (page 157 étude d'impact).

Enfin, ce projet n'a pas fait l'objet d'une concertation, de réunions publiques ni même d'une information préalable. Il focalise l'opposition de nombreuses associations et de la Mairie de Perpignan.

D'autres alternatives existent comme la solarisation des surfaces commerciales et industrielles de l'espace polygone mais également l'équipement de ces bassins en véritables espaces naturels.

22 - Avis du public dans son ensemble contre le projet.

La majorité des personnes qui s'opposent au projet insistent sur les aspects suivants :

- Avis unanime des contributeurs : *aucune information ni concertation sur un projet pourtant porté par la Métropole depuis 2017. Seule l'enquête publique a permis de connaître les tenants et aboutissants de ce projet.*
- Contre l'urbanisation galopante du quartier depuis de trop nombreuses années : *les deux bassins constituent à ce jour les derniers espaces de verdure pour les habitants.*
- *Pour le maintien du Domaine viticole Rièr Cadène menacé par la proximité de la centrale solaire.*
- Le projet va dénaturer cette entrée de ville à partir du boulevard Louis Noguères : pose de près de 5.000 panneaux et construction d'une clôture périphérique de 2 mètres de hauteur.
- La centrale solaire devrait être installée en dehors de la zone urbaine et non pas à proximité des habitations.
- Les bassins devraient être plutôt aménagés pour recevoir les habitants des alentours dans un cadre verdoyant.
- En faveur d'une politique active d'équipement en panneaux des toitures des bâtiments publics et des surfaces industrielles et commerciales.
- La société CETIN Bâtiment a acquis une parcelle auprès de la Métropole Perpignan Méditerranée afin de construire son siège social avec une bonne visibilité à partir du boulevard Louis Noguères. Or la clôture va cacher l'enseigne de l'entreprise. Une demande d'annulation de la vente de la parcelle est envisagée par l'entreprise.

23 - Position des collectivités territoriales.

La Communauté urbaine Perpignan Méditerranée Métropole et la commune de Perpignan ont été sollicitées par courriers en date du 12 septembre 2020 par la Direction départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) pour exprimer formellement leurs avis sur le projet.

La Communauté urbaine Perpignan Méditerranée Métropole a pris une délibération le 28 septembre 2017 approuvant le lancement d'une procédure de mise en concurrence pour l'installation d'une centrale sur le bassin de rétention de Bel Air.

Par la délibération en date du 29 mars 2018, elle décidait de retenir la société QUADRAN comme lauréate de l'appel à projet ainsi que la conclusion d'un bail emphytéotique administratif de 20 ans avec la possibilité de reconduction de 10 ans.

Aucune autre correspondance émanant de cette collectivité territoriale n'est parvenue au commissaire enquêteur.

La commune de Perpignan, quant à elle, par une délibération prise le 17 décembre 2020, manifeste son opposition au projet pour les raisons suivantes (annexe 2):

- **Le projet « dénature complètement le paysage urbain d'un des principaux axes de contournement de la ville, adossé entre la limite d'urbanisation du Plan Local d'Urbanisme et l'une des plus importantes zone agricole préservée de l'agglomération, en totale opposition avec l'ambiance agri-naturelle de l'environnement ».**
- **Le projet « présente un risque certain pour les exploitations économiques et touristiques engagées dans un développement remarquable de savoir-faire local ».**
- **« L'implantation d'unité de production d'électricité d'origine photovoltaïque prenant la forme de champs de capteurs n'est pas autorisée en zone d'aléa très fort » notamment dans les bassins de rétention soumis aux contraintes du risque inondation selon la cartographie du PGRI (Plan Général du Risque Inondation).**

24 - Position des associations d'intérêt général.

Lettre de l'Association des entreprises Espace Polygone - Torremila en date du 17 décembre 2020 (pièce 31).

Forte de plus de 200 entreprises, l'association plaide pour l'installation de panneaux solaires sur les toitures des bâtiments et sur les parkings situés dans la zone d'activités en privilégiant l'autoconsommation collective.

Elle considère que l'installation du parc solaire sur le grand bassin de rétention situé à proximité immédiate du domaine viticole Rière Cadène pourrait compromettre son existence compte tenu « des nuisances visuelles engendrées sur l'attractivité du gîte et du Domaine viticole mais également sur l'impact sur le réchauffement de l'air ambiant à proximité des vignes et son incidence sur le vignoble. »

Considérant que le groupe TOTAL QUADRAN dispose déjà de ses propres circuits d'approvisionnement et de ses entreprises agréées, **elle craint que ce projet ne bénéficie à aucune entreprise locale.**

D'autre part, le Boulevard Louis Noguères, axe de contournement Est de Perpignan, est fréquenté par près de 20.000 véhicules par jour. **L'installation de la centrale solaire ne remet-elle pas en cause le projet à moyen terme d'un doublement de cette voie de contournement ?**

« Quelle vision de notre territoire donnerons-nous aux automobilistes qui passeront entre ces deux champs de panneaux photovoltaïques ? »

L'association conclut que le projet pêche par manque de concertation et du fait de sa trop grande proximité avec le domaine viticole.

Lettre du Syndicat des vignerons du Roussillon en date du 7 décembre 2020 (pièce 32).

Le Syndicat des vignerons du Roussillon considère que le projet de centrale solaire à proximité immédiate du Domaine Rièr Cadèn va provoquer des nuisances (visuelles, sonores...) qui vont pénaliser ce dernier. ***C'est tout l'équilibre économique du Domaine qui s'en trouvera déstabilisé*** (production de vins de qualité, activité des gîtes, tourisme...).

Lettre de la présidente des Gîtes de France des Pyrénées-Orientales en date du 24 novembre 2020 (pièce 33).

Le domaine Cadèn Rièr propose un accueil touristique de grande qualité sous la forme d'un gîte rural classé 3 épis, d'une piscine, d'un caveau de dégustation et d'un point de vente oenotouristique. Le projet de centrale solaire en limite de propriété du Domaine ***dégraderait fortement son attrait touristique et menacerait son équilibre économique.***

Lettre de la fédération pour les espaces naturels et l'environnement des Pyrénées-Orientales (FRENE 66) en date du 16 décembre 2020 (pièce 34).

L'Association FRENE 66, membre de France Nature Environnement, donne un avis très défavorable au projet pour les raisons suivantes :

Sur le plan règlementaire :

« Le projet n'est pas compatible avec le Document d'orientations et d'objectifs (DOO) du SCOT Plaine du Roussillon notamment concernant l'action « A.4.2 Amorcer un nouveau modèle énergétique ».

« En matière de solaire thermique et photovoltaïque, la priorité est donnée à la couverture des toitures et des bâtiments agricoles (serres, hangars) par des panneaux solaires. Les bâtiments d'activité sont privilégiés. Les champs photovoltaïques sont proscrits dans les zones à enjeux agricoles forts ainsi que dans les cœurs de nature. Sur les autres milieux naturels d'intérêt écologique, ils doivent faire l'objet de précautions particulières (continuité avec l'urbanisation existante, requalification d'anciennes décharges ou d'anciens sites d'extraction sous conditions, insertion paysagère et minimisation des impacts environnementaux), et réfléchis à la lueur d'une analyse coût environnemental - bénéfice. »

Sur les incidences humaines :

L'étude d'impact néglige les conséquences sur le milieu humain du projet et notamment des habitants des quartiers voisins (page 120 paragraphe 3.11.9 Synthèse des enjeux sur le milieu humain) sous prétexte ***« qu'aucun établissement accueillant une population sensible ne se situe à proximité du site (moins de 400 mètres). »***

« L'incidence sur l'activité économique est considérée très faible alors qu'elle met en péril une exploitation agricole. L'incidence prétendument nulle sur l'agriculture est démentie par la présence du Mas Rièr Cadèn. »

Sur l'artificialisation du paysage et des sols :

« L'atteinte au paysage est considérable puisqu'il s'agit de clôturer sur 2 mètres de haut plus de 4 hectares. »

FRENE 66 met en avant le risque de pollution des sols en cas de déversements de liquides à hautes température lors de l'exploitation des panneaux solaires. L'association s'inquiète des conditions d'entretien de cet espace si des herbicides étaient utilisés. **Elle insiste sur la perte d'espace récréatif pour la population du quartier alors que ces bassins de rétention pourraient constituer une excellente substitution au manque d'espaces verts.**

« La réalisation de ce projet serait la marque de l'échec cuisant du maintien d'une activité viti-vinicole périurbaine, alors que la ville naguère a reçu des subventions européennes pour ce maintien. »

Sur l'atteinte à la biodiversité :

FRENE 66 doute de la préservation de l'Euphorbe de Terracine lors du chantier d'installation des panneaux (page 155 étude d'impact).

L'Otala de Catalogne (gastéropode local) subit le même diagnostic (page 156 étude d'impact) : pas de menace sur cet invertébré.

Les risques sur les espèces d'oiseaux protégés comme **la Cistole des Joncs ou le Cochevis Huppé** sont évalués faibles (page 157 étude d'impact) alors **que la perte d'habitat et des nichées est avéré.**

En conclusion, FRENE 66 considère que l'étude d'impact est faussée et profite au porteur du projet qui les finance.

Lettre de la Fédération des vignerons indépendants du Roussillon en date du 8 décembre 2020 (pièce 35).

Le projet de centrale solaire du fait de sa très grande proximité avec le Domaine Rière Cadène menacerait l'existence même des activités viticoles et touristiques développées par ces vignerons depuis de nombreuses années.

Lettre de l'Association GIRAL - GAUGUIN - POUDRIERE en date du 24 novembre 2020 (pièce 36).

L'association regroupe 170 familles d'adhérents. Elle a pour vocation de dialoguer avec les pouvoirs publics sur les projets touchant les quartiers de GIRAL - GAUGUIN - POUDRIERE en veillant à la préservation du cadre de vie, de l'environnement naturel et architectural.

Dans ce cadre là, l'association a déposé un dossier très documenté de 11 pages ainsi que la copie d'un courrier adressé au maire de Perpignan dénonçant le projet de centrale solaire.

Les éléments à charge du projet sont les suivants :

Pas d'information, manque de dialogue : depuis 2017 et jusqu'au 6 novembre 2020 (mise en place des panneaux réglementaires sur les lieux), aucune réunion ni contact avec la communauté urbaine Perpignan Méditerranée pour les populations riveraines, le domaine viticole Rière Cadène, les entreprises du secteur et les associations concernées.

Désapprobation sur le choix du lieu : Le boulevard Louis Noguères est une artère très importante (20.000 véhicules par jour sans compter les touristes en été) reliant la voie rapide d'entrée de Perpignan avec la voie rapide de Canet. Elle participe à l'image de la ville et sert de vitrine avec ses entreprises d'un côté et le domaine viticole de l'autre. Le dossier d'enquête minore le nombre d'entreprises installées dont la plupart ont choisit la bordure du boulevard afin de se faire connaître. Le dossier d'enquête n'insiste pas suffisamment sur les nuisances causées au Domaine Rière Cadène alors que le chemin d'accès à cette propriété longe la future clôture du parc photovoltaïque.

Les habitants des quartiers riverains des bassins de rétention profitent aujourd'hui de cet espace de verdure alors que le secteur est déjà trop fortement urbanisé.

Le dossier d'enquête mentionne qu'aucune activité de loisirs n'existe sur le site en oubliant son utilisation par les habitants comme lieu de promenade.

Autre anomalie constatée : le commentaire selon lequel « l'enjeu lié à la population riveraine et aux biens matériels est jugé modéré. »

Le tableau synthèse des enjeux sur le milieu humain du paragraphe 3.11.9 de l'étude d'impact s'efforce de minorer les effets du projet sur la population, l'agriculture, les activités industrielles, le patrimoine culturel et touristique et les activités de loisirs. Les conséquences sur le domaine Rière Cadène sont ainsi occultées.

3.11.9 - Synthèse des enjeux sur le milieu humain

Enjeu	Intensité	Evaluation
Population riveraine, biens matériels et population sensible	Modérée	Aucun établissement accueillant une population sensible ne se situe à proximité du site (moins de 400 m). L'habitat le plus proche fait office de gîte à vocation touristique (Mas Bel-Air) et correspond au Domaine Rière Cadène. Il est situé à proximité immédiate de la zone d'étude. D'autres habitations sont présentes à moins de 100 m du site d'étude.
Activité économique	Très Faible	Le site ne représente actuellement aucun enjeu majeur pour l'économie de la commune.
Agriculture et Sylviculture	Nulle	Au droit de la zone d'étude, les sols en place ne présentent pas de qualité agronomique et n'accueille aucune activité agricole ou sylvicole.
Activité industrielle	Faible	Deux ICPE sont présentes à moins de 500 m du site d'étude. Aucune n'est classée Seveso. Le site étudié n'est inclus dans aucun zonage de Plan de Prévention des Risques technologiques (PPRt).
Patrimoine culturel et touristique	Faible	Aucun élément majeur du patrimoine culturel ou touristique ne concerne la zone d'étude.
Patrimoine archéologique	Faible	Il est important de rappeler que la zone d'étude a fait l'objet de travaux de creusement sur une profondeur moyenne de 2 m pour la réalisation du bassin de rétention. Dans ce contexte, la sensibilité archéologique de la zone d'étude semble limitée et a probablement déjà été considérée lors des travaux de 2005-2006.
Santé humaine	Nulle	Aucun enjeu spécifique relatif à la santé humaine n'a été identifié sur la zone d'étude.
Réseaux de distribution	Faible	La zone d'étude est bordée par un ensemble de réseaux relatifs aux eaux usées, à l'eau potable, aux énergies (électricité et gaz) et à la communication (fibre). Toutefois, aucun de ces réseaux de distribution d'eau, d'assainissement, de distribution d'énergie et de communication n'est présent au sein de la zone d'étude.
Réseau de transport	Faible	Aucun axe routier n'est concerné par la zone d'étude. Le boulevard Louis Noguères (route de 2x2 voies) passe entre la partie Est et la partie Ouest de la zone d'étude selon un axe Nord-Sud.
Activités de loisirs	Faible	Aucun itinéraire de Grande Randonnée (GR) ou réseau vert départemental ne recoupe la zone d'étude. Par ailleurs, aucun aménagement piétonnier ne favorise la fréquentation du bassin par les riverains. Une piste cyclable longe la zone d'étude sur le secteur Ouest. Le site d'étude n'accueille aucune activité de loisirs.

Anomalies relevées dans le dossier d'enquête :

Les photomontages des clôtures et des panneaux installés sur les deux bassins ne sont pas réalistes et n'illustrent pas l'impact paysager majeur, notamment lorsqu'on circule sur le boulevard Louis Noguères. La circulation se fera entre deux clôtures de deux mètres de haut bordées de haies.

Les photomontages ne représentent pas les onduleurs, le poste de livraison et le poste de transformation.

Un seul réservoir incendie est prévu à l'Est ; alors que le risque est avéré à l'Ouest à proximité des entreprises.

Enfin, l'avis favorable donné par le SCOT n'a concerné que 16 votes positifs sur 23 élus présents pour une assemblée de 43 membres ! Le compte n'y est pas d'autant plus que le dossier présenté aux élus du SCOT indique une hauteur des panneaux à 3 mètres alors que la réalité sera de 4 mètres.

Conséquences catastrophiques du choix du lieu :

L'association considère que l'**impact humain** du projet menace le domaine Rière Cadène, exploitation agricole exemplaire. ***La centrale solaire va faire disparaître les derniers espaces verts du quartier au détriment de ses habitants.*** Les entreprises qui avaient misé sur leur visibilité depuis le boulevard Louis Noguères perdront en notoriété comme les locations de voitures HERTZ, ARISOY, CETIN...

L'impact environnemental est réel autant sur le risque inondations (projet se situant en PPRI), les effets du vent violent sur les panneaux par l'accentuation des nuisances sonores.

Le risque d'éblouissement des automobilistes circulant sur le boulevard Noguères paraît sous-estimé.

Enfin, l'identité paysagère des abords de Perpignan est citée dans l'étude d'impact pour être systématiquement ignorée lorsqu'il s'agit du projet.

L'association conclut de la manière suivante :

« Ce projet a été mené sans aucune concertation avec la population concernée, sans prise en compte des enjeux humains, économiques, écologiques, paysagers et sociaux.

Ce projet est inconcevable sur les bassins de rétention de Bel Air, pourquoi ne pas mettre des panneaux photovoltaïques sur les toitures des entreprises, des bâtiments publics y compris les immeubles d'habitation et encourager la pose sur les toitures privées.

Laissez nous profiter de toutes ces zones vertes et laissez au domaine viticole de la famille Rière Cadène la possibilité de pérenniser et d'étendre dans cette zone verte tous les projets tournés vers le BIO. »

Lettre de la Chambre d'Agriculture des Pyrénées-Orientales non datée (pièce 37).

Le projet Bel Air aura un impact négatif significatif sur le Domaine viticole Rièrè Cadène qui est un des derniers domaines situés en en zone périurbaine de Perpignan constituant ainsi une zone verte, atout important pour une ville de région viticole de plus de 100.000 habitants.

Ce domaine réussit à conjuguer : productions d'appellation, certification agriculture biologique, circuits courts, oenotourisme et tourisme vert.

La clôture et les panneaux photovoltaïques fixes du bassin Est vont impacter la visibilité du Domaine. Les activités commerciales et oenotouristiques vont se trouver menacées car ***une partie de la clientèle pourrait être dissuadée de venir visiter, acheter ou se loger à proximité d'une zone de production électrique photovoltaïque.***

3 - Avis des personnes publiques associées.

Conformément aux textes en vigueur, des avis obligatoires ont été sollicités lors de la constitution du dossier d'enquête publique.

31 - DDTM/Service Eau et Risques. (Pièce n° 11)

Le service Eau et Risques de la DDTM a exprimé un avis favorable le 2 septembre 2019 au projet en précisant qu'il respecte « *les prescriptions imposées en termes de clôtures et d'altimétrie des panneaux et des équipements électriques* ».

Cependant, le service émet deux réserves :

- Le rehaussement du poste de transformation électrique qui doit être positionné à la côte TN + 0,50 m.
- Le respect des prescriptions de l'exploitant relatives au fonctionnement et à l'entretien des ouvrages afin de leur permettre d'assurer leur fonction de compensation des zones imperméabilisées ».

32 - DDTM/Service de l'Economie Agricole. (Pièce n° 12)

Le service de l'Economie Agricole de la DDTM constate que le projet est situé en zone AU du PLU de Perpignan ; et que le site a perdu sa vocation agricole depuis 2006. Il n'est donc « *pas soumis aux dispositions des articles L 112-1-3 et suivants du Code rural et de la pêche maritime concernant l'évaluation agricole et la compensation agricole collective.* »

En conséquence, un avis favorable est donc donné.

33 - Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (SDIS 66). (Pièce n° 13)

Après étude du projet et analyse des risques, la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours des Pyrénées-Orientales rappelle les prescriptions à respecter concernant l'accès des véhicules de secours et d'incendie au site, l'obligation de disposer sur le site d'une réserve d'eau d'au moins 120 m³ et les dispositions à prendre par l'exploitant pour prévenir tout risque de choc électrique en cas d'intervention des services de secours.

Deux recommandations sont également formulées :

- Alors que le bassin Est bénéficie d'une citerne de 120 m³, aucune mesure n'est prévue pour la défense extérieure contre l'incendie sur le bassin Ouest.

- Obligation est faite à l'exploitant de « débroussailler sur une bande de 50 mètres autour des emprises des futures constructions en complétant si nécessaire par un élagage préventif des arbres sur une hauteur minimale de deux mètres ».

Sous réserve du respect des recommandations formulées, un avis favorable est donné.

34 - Réseau de transport d'électricité (RTE). (Pièce n° 14)

Considérant qu'aucune ligne aérienne ou souterraine appartenant au réseau public de transport d'énergie électrique ne traverse la zone de construction concernée, RTE n'a aucune observation à formuler.

35 - Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC). (Pièce n° 15)

Le projet respecte les règles de dégagement imposées par la présence de l'aérodrome de Perpignan Rivesaltes situé à 3 km.

Au regard de l'étude de réverbération en date du 24 septembre 2019 réalisée par le bureau d'étude SOLAÏS et des engagements pris par la société TOTAL QUADRAN concernant les caractéristiques techniques de l'installation photovoltaïque, la DGAC émet un avis favorable au projet.

36 - Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE). (Pièce n° 16)

36 - 1 L'avis de la MRAE a été émis le 7 mai 2020 et joint au dossier d'enquête publique.

*« L'aménagement du parc photovoltaïque accentuera l'artificialisation du paysage et les mesures retenues ne sont pas suffisantes pour atténuer les impacts paysagers générés par le projet. »
« La MRAE préconise donc de renforcer et compléter les mesures en faveur du paysage. »*

Pour la clôture : aménager des ouvertures de façon à permettre une perméabilité suffisante pour le passage de la petite faune. Mise en place d'une clôture à petite maille (<80 mm) avec mise en place de passages (ouvertures de 50 cm de long sur 30 cm de haut tous les 50 mètres afin de laisser passer les espèces comme le lapin de Garenne (mesure de réduction MR 14).

Par exemple, remplacer l'écran végétal en lauriers roses par une haie champêtre plus utile à la biodiversité locale.

Enjeux environnementaux : intégration paysagère et préservation biodiversité et fonctionnalités écologiques.

Cadre juridique établi : le PLU de Perpignan du 20 décembre 2007 modifié le 15 décembre 2016 qui requiert une demande de permis de construire et une étude d'impact.

Le projet semble compatible selon la MRAE avec le SCOT Plaine du Roussillon.

Choix de l'implantation de la centrale solaire au sol sur des sols anthropisés est conforme aux orientations nationales précisées dans les documents suivants :

- Circulaire du 18 décembre 2009 relative au développement et au contrôle des centrales photovoltaïques au sol.
- Guide d'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme pour les centrales solaires au sol de 2020.

Protection de la flore : L'Euphorbe de Terracine est une espèce protégée qui, ne devrait pas souffrir de l'installation car la quasi majorité des pieds se trouve sur le talus.

Protection de la faune : les mesures d'évitement et de réduction semblent proportionnées aux enjeux pour les espèces suivantes :

- Gastéropode : Otala de Catalogne
- Amphibien : Discoglosse
- 4 espèces de reptiles
- 21 espèces d'oiseaux dont une protégée le Oedichnème Criard.

36 - 2 Réponses formulées par la Société TOTAL QUADRAN aux recommandations de la MRAE en date de juillet 2020.

TOTAL QUADRAN a apporté des réponses aux remarques de la MRAE dans les domaines suivants :

- Tonnage de CO2 économisés grâce à l'implantation de la centrale solaire.
- Aménagement de la clôture pour permettre la perméabilité suffisante au passage de la petite faune comme demandé.
- Prise en compte des haies champêtres (arborées et arbustives) à partir de cyprès intercalés de bosquets aux essences locales.
- Nouveaux photomontages réalisés pour bien représenter l'impact paysager.
- TOTAL QUADRAN considère que les enjeux sur la faune et la flore se limitent à la plante appelée Euphorbe de Terracine. Les autres espèces se trouveraient en dehors de la zone d'étude.
- Les conditions de pâturage des ovins sur la zone sont précisées par TOTAL QUADRAN au regard de son expérience sur un autre parc photovoltaïque.

Dans l'attente de votre réponse, je me tiens à votre disposition si vous souhaitez avoir des précisions complémentaires sur mes observations ou pour tout autre élément que vous voudriez me communiquer.

Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de ma parfaite considération.

Jacques ZOCCHETTO
Commissaire enquêteur
10, rue de la Palmera
Le Vila
66400 Reynès
jacqueszocchetto@hotmail.fr
Tél : 06 65 12 83 32

Le présent procès-verbal qui comporte 25 pages et quatre annexes (sans compter les 18 pièces jointes) est établi en deux originaux, le **5 janvier 2021**.

L'un est remis à **Monsieur Thomas HOULES**, chef du projet et représentant « CS BEL AIR » (TOTAL QUADRAN), qui reconnaît l'avoir reçu. Le second exemplaire sera joint au rapport d'enquête publique.

Le commissaire enquêteur

« CS BEL AIR » (TOTAL QUADRAN)

Annexe 1

Liste exhaustive des personnes publiques associées ayant exprimé un avis au cours de l'enquête publique

Pièce n°11 : DDTM/Service Eau et Risques.

Pièce n°12 : DDTM/Service de l'Economie Agricole.

Pièce n°13 : Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (SDIS 66).

Pièce n°14 : Réseau de transport d'électricité (RTE).

Pièce n°15 : Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC).

Pièce n°16 : Avis de l'Autorité environnementale (Mission régionale d'autorité environnementale Occitanie) en date du 7 mai 2020.

Annexe 2



CONSEIL MUNICIPAL **17 DÉCEMBRE 2020** **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

DELIBERATION N° 2020-406

L'an deux mille vingt, le 17 décembre à 09h00, le Conseil Municipal de la Ville de Perpignan, régulièrement convoqué le 10 décembre 2020 s'est réuni Salle du Conseil, sous la présidence de Louis ALIOT.

ETAIENT PRESENTS : M. Louis ALIOT, M. Charles PONS, Mme Marie BACH, M. André BONET, M. Frédéric GUILLAUMON, Mme Soraya LAUGARO, M. Jean-Yves GATAULT, Mme Christine ROUZAUD DANIS, M. Jacques PALACIN, M. Sébastien MENARD, Mme Sandrine SUCH, M. François DUSSAUBAT, M. Bernard REYES, M. Isabelle BERTRAN, Mme Patricia FOURQUET, M. Xavier BAUDRY, M. Jean-Claude PINGET, M. Gérard RAYNAL, Mme Catherine PUJOL, Mme Florence MOLY, M. Georges PUIG, M. Pierre-Louis LALIBERTE, M. Pierre PARRAT, M. Jean-Luc ANTONIAZZI, Mme Chantal BRUZI, M. Philippe CAPSIE, Mme Fatima DAHINE, M. Yves GUIZARD, Mme Christine GAVALDA-MOULENAT, M. Bruno NOUGAYREDE.

REPRESENTE(S) : Marion BRAVO, ayant donné pouvoir à Charles PONS, Rémi GENIS, ayant donné pouvoir à François DUSSAUBAT, Anaïs SABATINI, ayant donné pouvoir à Frédéric GUILLAUMON, Sophie BLANC, ayant donné pouvoir à Marie BACH, Danielle PUJOL, ayant donné pouvoir à Christine ROUZAUD DANIS, Frédéric GOURIER, ayant donné pouvoir à Marie BACH, Roger BELKIRI, ayant donné pouvoir à Jean-Yves GATAULT, Edouard GEBHART, ayant donné pouvoir à Patricia FOURQUET, Marie-Thérèse COSTA-FESENBECK, ayant donné pouvoir à Sandrine SUCH, Michèle RICCI, ayant donné pouvoir à Florence MOLY, Jean-François MAILLOLS, ayant donné pouvoir à Jacques PALACIN, Véronique DUCASSY, ayant donné pouvoir à André BONET, Marie-Christine MARCHESI, ayant donné pouvoir à Isabelle BERTRAN, Max SALINAS, ayant donné pouvoir à Gérard RAYNAL, Laurence PIGNIER, ayant donné pouvoir à Bernard REYES, Michèle MARTINEZ, ayant donné pouvoir à Sébastien MENARD, Charlotte CAILLIEZ, ayant donné pouvoir à Soraya LAUGARO, David TRANCHECOSTE, ayant donné pouvoir à Xavier BAUDRY, Jean-Marc PUJOL, ayant donné pouvoir à Fatima DAHINE, Jean CASAGRAN, ayant donné pouvoir à Pierre PARRAT, Chantal GOMBERT, ayant donné pouvoir à Chantal BRUZI, Joëlle ANGLADE, ayant donné pouvoir à Jean-Luc ANTONIAZZI, Laurence MARTIN, ayant donné pouvoir à Bruno NOUGAYREDE.

ABSENT(S) : Mme Catherine SERRA, Mme Christelle MARTINEZ.

SECRETAIRE DE SEANCE : Pierre-Louis LALIBERTE

=====

Centrale solaire au sol dans les bassins de rétention "BEL AIR" - Enquête publique sur la demande de permis de construire- Avis de la Ville de Perpignan

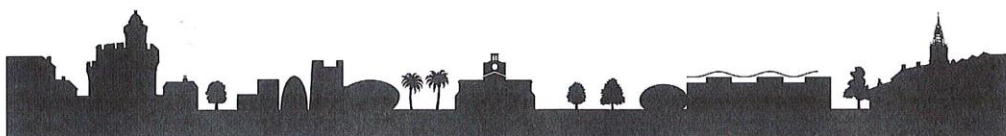
M. Louis ALIOT expose :

Mes chers collègues,

Par Arrêté Préfectoral en date du 27 octobre 2020, le Préfet des Pyrénées Orientales a prescrit, au titre du Code de l'Urbanisme et du Code de l'Environnement, une enquête publique portant sur la demande de permis de construire portée par la société « CS Bel Air », filiale de « Total Quadran », pour l'implantation d'une centrale solaire au sol sur la commune de Perpignan pendant une durée de 31 jours du lundi 23 novembre 2020 au mercredi 23 décembre 2020 inclus.

Ce projet est consécutif à un bail emphytéotique consenti par la communauté urbaine pour une durée de 21 ans.

Cette installation basée sur des motivations financières, bien que présentée dans un contexte de production d'énergie alternative, dénature complètement le paysage urbain d'un des principaux axes de contournement de la Ville, adossé entre la limite d'urbanisation du Plan Local d'Urbanisme et l'une des plus importante zone agricole préservée de l'agglomération, en totale opposition avec l'ambiance agri-naturelle de l'environnement. Elle présente par ailleurs un risque certain pour les exploitations économiques et touristiques engagées dans un développement remarquable de savoir-faire local.



Enfin ce projet, implanté dans des bassins de rétention à la fonction hydraulique principale, est incompatible avec la cartographie du risque inondation du PGRI porté par l'Etat, qui classe cette zone en risque d'aléa très fort.

En effet l'implantation d'unités de production d'électricité d'origine photovoltaïque prenant la forme de champs de capteurs n'est pas autorisée en zone d'aléa très fort.

Dans ces conditions, le Conseil Municipal décide de donner un Avis Défavorable à ce projet en vue de permettre un refus de Permis de construire par les services de l'Etat, à l'issue de l'enquête publique préalable.

OUI cet exposé,
Le Conseil Municipal adopte à la majorité :

40 POUR

13 CONTRE(S) : M. Jean-Marc PUJOL, M. Jean CASAGRAN, M. Pierre PARRAT, Mme Chantal GOMBERT, Mme Joëlle ANGLADE, M. Jean-Luc ANTONIAZZI, Mme Chantal BRUZI, M. Philippe CAPSIE, Mme Fatima DAHINE, M. Yves GUIZARD, Mme Christine GAVALDA-MOULENAT, M. Bruno NOUGAYREDE, Mme Laurence MARTIN.

=====

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Ont signé au registre tous les membres présents.
"Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations"

ID Télétransmission : 066-216601369- 2020.17- (3363)A-DE-1-1

Accusé reçu le : 21 DEC. 2020

Affiché le : 21 DEC. 2020

M. Louis ALIOT, Le Maire



Annexe 3

Liste des associations s'étant manifestées au cours de l'enquête publique

Pièce n° 31 : Lettre de l'Association des entreprises Espace Polygone - Torremila en date du 17 décembre 2020.

Pièce n° 32 : Lettre du syndicat des vignerons du Roussillon en date du 7 décembre 2020.

Pièce n° 33 : Lettre de la présidente des Gîtes de France des Pyrénées-Orientales en date du 24 novembre 2020.

Pièce n° 34 : Lettre de la fédération pour les espaces naturels et l'environnement des Pyrénées-Orientales (FRENE 66) en date du 16 décembre 2020.

Pièce n° 35 : Lettre de la Fédération des vignerons indépendants du Roussillon en date du 8 décembre 2020.

Pièce n° 36 : Lettre de l'Association GIRAL - GAUGUIN - POUDRIERE en date du 24 novembre 2020.

Pièce n° 37 : Lettre de la Chambre d'Agriculture des Pyrénées-Orientales non datée.

<p style="text-align: center;">Annexe 4</p> <p style="text-align: center;">Dossier transmis au commissaire enquêteur</p>
--

Pièce n° 41 : Etude conduite par Monsieur POISSE (Observation n°35).

Pièce n° 42 : Dossier transmis par le Domaine Rière Cadène :

- **Observation n° 23** : GFA LES TERRASSES DE CALCE
- **Observation n° 24** : SAS DCR
- **Observation n° 39** : EARL RIERE CADENE